

L'avenir de la Suisse, de l'économie et de l'enseignement supérieur*

Une publication récente de lecture vivement recommandée

J. Martin

Avenir Suisse, qui se définit comme un *think tank for economic and social issues*, a pour objectif de faire un diagnostic de l'état de santé actuel de notre pays, en particulier en ce qui concerne la stagnation économique et les mécanismes qui freinent le changement. Soutenu notamment par les grandes entreprises, il entend améliorer constamment la compétitivité helvétique et, en juin 2004, publie une plaquette de grand intérêt «Décoller – Blocage contre croissance: des chemins pour sortir de l'impasse» [1].

Avec l'espoir d'encourager la lecture de ce document interpellant, nous donnons ci-dessous des citations liées aux thèmes successifs traités. La parole d'abord au directeur romand d'Avenir Suisse, Xavier Comtesse (qui a été le créateur de la Swiss House, consulat dédié à la recherche et aux universités à Boston), dans l'avant-propos et l'introduction:

- La Suisse souffre d'un manque de croissance. Nous avons créé, depuis plusieurs décennies déjà, un système extraordinairement compliqué, surréglementé, qui a la faculté de tout bloquer ou presque. Tout se passe comme si l'intérêt général n'était que la somme des intérêts particuliers alors que, dans le système complexe qu'est une nation, le tout devrait être supérieur à la somme des parties.
- Un milliard de travailleurs chinois et indiens entrent subitement, en ce début de troisième millénaire, sur le marché mondial de l'emploi. L'intégration d'une telle masse va perturber gravement les pays industrialisés. La première conséquence visible de ce phénomène, ce sont les délocalisations [...]. Un autre phénomène se conjugue, d'une manière extraordinairement défavorable, c'est la mobilité accrue des personnes hautement qualifiées qui rejoignent l'Amérique. D'abord [il faut] éviter de commettre de nouvelles erreurs. La montée du protectionnisme va être le premier danger à écarter.
- Le choix, c'est la société du savoir, celle des travailleurs créatifs, qui manipulent le savoir comme une matière première et la transfor-

ment en biens et services. Ils représentent environ 30% de la main d'œuvre aux Etats-Unis pour seulement 20% en Europe.

- Une étude récente des pays européens les plus performants [trois pays nordiques] montre que la corrélation de loin la plus forte [avec la performance] est celle concernant les investissements faits sur le futur, notamment l'éducation, la recherche, l'innovation et les *clusters* (secteurs-clés prioritaires).
- Il faut comprendre que, contrairement à ce qu'on a pensé pendant longtemps, l'innovation est une activité distincte de la recherche fondamentale et qu'il n'y a aucun effet de linéarité entre ces deux activités. L'innovation est un marché complexe dont l'optimisation ne dépend pas que des acteurs eux-mêmes [...]. La première règle va donner le pouvoir au véritable agent de l'innovation qu'est l'entreprise.

Bien-être sans croissance – une illusion suisse

C'est le titre de l'ouvrage de Borner et Bodmer [2], résumé dans la plaquette. Eléments marquants:

- La démocratie suisse a décidé d'elle-même de relever un défi important après le rejet de l'EEE, car elle n'avait plus d'autres choix que l'«Alleingang». Plus de dix ans après, on constate qu'elle n'a pas réussi à relever ce défi, car les retards dans les réformes économiques s'accumulent et la croissance reste moribonde.
- On a cimenté les procédures de consultations avantageant les intérêts particuliers, la cartellisation de l'économie et l'interventionnisme de l'Etat [...]. On a continué à faire croire à des illusions comme la neutralité, l'exception suisse (le «Sonderfall») et le potentiel des négociations bilatérales.
- En faisant l'hypothèse que le taux de croissance structurel du PIB par habitant restera le

* Le présent article est repris de *Médecine & Hygiène* (2004;62:1751-3), avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur.

1 Décoller – Blocage contre croissance: des chemins pour sortir de l'impasse. Avenir Suisse, 9, rue des Gares, 1201 Genève, juin 2004 (www.avenir-suisse.ch).

2 Borner S, Bodmer F. Wohlstand ohne Wachstum – Eine Schweizer Illusion. Zürich: Orell Füssli Verlag; 2004.

Correspondance:
Dr Jean Martin, privat-docent
La Ruelle 6
CH-1026 Echandens

- même dans les décennies à venir par rapport à la moyenne 1970–2000, la Suisse passerait du 4^e rang en 2000 au 21^e rang en 2030, date à laquelle elle deviendrait plus pauvre que le Portugal et l'Espagne.
- La faible croissance aura des conséquences directes sur le pouvoir d'achat. Par exemple dans la santé, il est fort peu probable que les Suisses pourront continuer de se permettre de bénéficier des meilleures techniques. Une autre conséquence concerne le financement des assurances sociales qu'une croissance faible rendra de plus en plus difficile.
 - Pour la santé, la Suisse est la première en termes d'explosion des coûts en pour-cent du PIB et la deuxième en termes de niveau derrière les USA. Cela n'a aucun lien prouvé avec l'augmentation de la durée de vie. La Suisse est première, parfois de très loin, dans l'utilisation des services hospitaliers, selon presque tous les indicateurs. Plus généralement, le système est devenu incontrôlable.
 - Le perfectionnisme réglementaire est aussi une spécialité suisse. De nombreuses professions nécessitent une autorisation cantonale. Les associations faïtières imposent aussi de nombreuses prescriptions souvent anti-concurrentielles. L'ouverture internationale de l'économie est plus un mythe qu'une réalité.
 - Cet échec de la politique économique suisse remonte indéniablement à des problèmes institutionnels. En fait, tous les Etats y sont confrontés, mais la Suisse en est particulièrement affectée à cause de son système de démocratie directe.
 - Tous les systèmes politiques sont confrontés à un *trade off* (pesée d'intérêts) entre représentativité démocratique et gouvernabilité. Lorsque les choix sont multidimensionnels [comme c'est le cas de plus en plus], il a été démontré qu'il n'est pas toujours possible de trouver une procédure démocratique donnant des choix cohérents entre eux. [...]. Le système suisse est devenu trop démocratique pour son propre bien, dans le sens populiste.
 - Le gouvernement n'est pas seulement consensuel et faible. Un problème récurrent est sa non-responsabilité lorsqu'un projet échoue. Le gouvernement continue sans changement quelles que soient les erreurs commises.
 - Le «citoyen médian» joue dans chaque système démocratique un rôle essentiel. En Suisse, ce citoyen médian a généralement plus de cinquante ans, est relativement riche ou touche une rente et continue de croire à plusieurs mythes suisses. Il aura tendance à favoriser toutes les solutions qui améliorent les revenus des rentiers. Par contre, il n'hésite pas à voter contre les «étrangers», les accords internationaux et contre les jeunes générations.
 - Lorsque les citoyens sont mal informés ou incertains sur les conséquences de leur vote, il est raisonnable pour eux de voter pour le statu quo qui a l'avantage d'être connu, car ils craignent plus de perdre que de gagner avec une réforme. De même [il y a] les votants en colère pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le projet présenté et qui votent simplement non à tout. L'âge avancé du votant médian a aussi comme conséquence de renforcer l'incohérence inter-temporelle, car on laisse aux jeunes générations le soin de payer les dégâts.
 - Tout en reconnaissant qu'il n'est guère possible de limiter des droits populaires acquis, les auteurs soulignent toutefois combien il serait important de limiter le nombre de veto orientés vers le statu quo. Une possibilité serait d'introduire l'éventualité de renverser les résultats du vote populaire sur une initiative ou un référendum si une majorité qualifiée (67 ou 75%) du Parlement l'approuve...

L'économie des réformes – vers une croissance renforcée [3]

- Les règles du jeu et les institutions politiques classiques ne semblent plus fonctionner. Les cinq auteurs de *Ökonomik der Reform* se demandent si certaines des caractéristiques propres à la Suisse, telles que la concordance, le fédéralisme et la démocratie directe, n'appartiennent pas au problème plutôt qu'à la solution...
- Même si la prospérité subjective est aujourd'hui encore très élevée et que l'on continue à baigner dans la douce illusion du «cas à part», on commence à percevoir un certain désenchantement.
- Les intérêts particuliers et les instruments politiques d'un «fédéralisme extrême» ont fait récemment capoter d'innombrables projets de réforme et entravent de façon permanente une planification politique cohérente à long terme. La fascination exercée par les années prospères, ainsi que l'accumulation de capitaux, ont conduit à la vision d'une «société d'assurés».
- Dans toutes les sociétés industrialisées, il se forme des éléments de ce qu'on appelle la

3 Rentsch H, Flückiger S, et al.
Ökonomik der Reform – Wege zu
mehr Wachstum in der Schweiz.
Zürich: Orell Füssli Verlag; 2004.

- rent-seeking society* (recherche de rentes de situation): des groupes d'intérêt essaient de paralyser en leur faveur les mécanismes de la concurrence et du marché.
- La Suisse dispose de possibilités d'intervention innombrables au niveau politique, ce que l'on ne voit dans aucun autre pays. La question délicate se pose donc de savoir si, en Suisse, un optimum de participation politique n'est pas déjà dépassé. Les avantages et les habitudes historiques (en matière de fédéralisme, de consensus et de participation) se sont transformés en obstacles structurels, et les règles efficaces en risques. Il est probable que le plus grand défi réside dans l'exigence d'affaiblir les «forces d'obstruction».

Hautes Ecoles: évoluer pour survivre

Extraits d'un rapport de B. Sporn et C. Aeberli [4] sur mandat d'Avenir Suisse:

- Le paysage suisse (et international) de l'éducation supérieure a connu de grands bouleversements ces dernières années. Les ministres de l'éducation européens ont institué, avec l'accord signé en 1999 à Bologne, un véritable espace continental du savoir comportant des Universités et des Hautes Ecoles réparties dans 40 pays.
- L'étude du Prof. B. Sporn [...] montre que la compétitivité est faible dans le système suisse et que les autres pays ont pris une nette avance dans les réformes.
- Dans le modèle d'un système trivalent de l'enseignement tertiaire suisse, que propose C. Aeberli, l'idée maîtresse répond à une volonté de renforcer l'ensemble du système, condition de survie et d'efficacité de nos Hautes Ecoles dans une économie du savoir globalisé. Cette idée suppose une nette démarcation des modèles actuels pour s'orienter vers trois types d'établissements qui, chacun avec ses spécificités, occupent les différents terrains du savoir, de l'enseignement et de la recherche [...]. Ainsi, on aurait une nouvelle architecture de l'éducation tertiaire composée de deux à trois Hautes Ecoles de renommée mondiale, de plusieurs Hautes Ecoles offrant des prestations au niveau européen, ainsi que de quelques Hautes Ecoles compétitives sur le plan national, avec un rayonnement régional (note de J. M.: il vaut la peine de parcourir la description plus détaillée de ce modèle et de ses composantes dans le document original).
- Le financement des Hautes Ecoles par la Confédération doit se faire en tenant compte du système trivalent. Il se compose d'une contribution fixe et d'un montant variable, calculé en fonction de l'efficacité des institutions et des cursus offerts, c'est-à-dire en fonction de leurs prestations en matière d'enseignement et de recherche.
- Les pouvoirs publics disposant de moyens financiers limités, la qualité de l'enseignement ne pourra être assurée qu'à travers des revenus supplémentaires. Ce qui implique, entre autre, une augmentation des taxes d'études. Il convient par ailleurs de chercher d'autres sources de revenus (legs, donations, sponsoring, etc.). Les Hautes Ecoles doivent également développer un véritable esprit d'entreprise.
- L'un des paramètres essentiels de la qualité des Hautes Ecoles réside dans le potentiel et la détermination de leurs étudiants. Dès lors, les établissements ne doivent pas seulement pouvoir augmenter les taxes d'étude mais aussi sélectionner leurs futurs étudiants.
- Les structures de gouvernance et de direction des Hautes Ecoles doivent se fonder sur le professionnalisme, l'autonomie et la compétitivité. Il convient d'adapter le rôle de la direction, du corps professoral, des collaborateurs et des étudiants à ces nouvelles modalités. A ce titre, la loi sur l'Université de Bâle de 1995 peut servir d'exemple (Note de J. M.: la nouvelle loi sur l'Université de Lausanne du 6 juillet 2004 va aussi dans une telle direction).
- La Suisse est bien positionnée pour jouer un rôle important dans le marché du savoir, si elle ne rate pas le coche. Outre la qualité de ses institutions tertiaires, le pays peut faire valoir sa situation géographique centrale, sa paix sociale, sa sécurité intérieure, sa diversité culturelle et linguistique.

Appréciation

On souhaite que ce soit transitoire mais notre pays n'est plus le modèle de prospérité garantie qu'il a été. Une étude récente de l'IMD, de Lausanne, conclut que la Suisse a rétrogradé en termes de compétitivité, les discours politiques se lamentent de l'absence de croissance et les recettes proposées sont contradictoires quant aux moyens de la faire revenir. Cela étant, les réactions dans le public restent «traditionnelles»: on refuse, on fait la grève, «grève contre la réalité» a dit récemment à juste titre un commentateur. Cela ne suffira pas!

4 Sporn B, Aeberli C. Hochschule Schweiz. Ein Vorschlag zur Profilierung im internationalen Umfeld. Zürich: Avenir Suisse; 2004.

La lecture de *Blocage contre croissance* est particulièrement stimulante et on doit espérer que beaucoup de décideurs du monde économique et politique, comme ceux que préoccupe l'avenir du monde universitaire, en feront leur profit. Parce qu'il a une vision à moyen terme et dénonce des situations qui, pour beaucoup de citoyens, semblent indissociables de l'identité suisse, la loi-même d'un écrit de ce genre est d'apparaître d'application pratique difficile voire inimaginable. A notre sens néanmoins, l'essentiel des éléments présentés est pertinent. L'enjeu sera de faire débattre et partager, par une majorité de la population les analyses faites et les mesures préconisées. Là, on est probablement loin du compte. Toutefois, les signes de ce que notre (relatif) repli sur soi actuel entraîne des difficultés croissantes sont de plus en plus clairs. Au plan du fonctionnement politique en particulier, nous avons trop l'œil rivé sur le rétroviseur. Les positions d'Avenir Suisse sont aujourd'hui ce que

les Anglais appelleraient *strong tea* (nous dirions «fort de café»), mais nous avons tout intérêt à ne pas refuser dogmatiquement de le déguster.

Il s'agit de renforcer la compétitivité dans la formation supérieure, la recherche, l'activité économique privée et publique. Dans une société qui veut rester dynamique, il convient d'accepter des risques et une part d'incertitude, accepter une diminution de la sécurité administrée «tous azimuts». Admettre aussi, et c'est un défi politique majeur que, dans un contexte mondialisé et de plus en plus complexe, il n'est plus possible que chaque décision parlementaire ou gouvernementale soit susceptible d'être remise en cause par un vote populaire. Cet élément a été une grandeur de notre système. Il devient trop souvent contre-productif, par les retards qu'il occasionne et par des dérives populistes, une sorte de «loi de la rue» qui ne veut pas comprendre que, pour avancer, il faut parfois faire des sacrifices.